

GRAND PARIS, PETITE CHRONIQUE DU BORDEL AMBIANT (MAIS PAS SEULEMENT)



La construction du Grand Paris est foisonnante, un peu comme si « *Grand Paris* » avait déjà remplacé « *région* » et si l'on désignait désormais par « *Grand Paris* » tout ce qui a trait au développement de la région capitale. On comprend mieux les aléas de la construction institutionnelle de la « *Métropole du Grand Paris* », dont le périmètre initial se situe à mi-chemin entre « *Paris* » et l'aire urbaine de Paris et ses 10 ou 11 millions d'habitants. Loin de tout immobilisme, à sa manière, l'Île-de-France, et surtout les franciliens, auraient déjà fait leur conversion aux vertus et aux nouveaux défis de la métropole. Les prochaines élections régionales seront-elles pour autant les premières élections du Grand Paris métropolitain ?

Par Nicolas Buchoud,
président du Cercle Grand Paris de l'investissement durable, co-fondateur de Renaissance Urbaine

Nous avons voulu clore ce numéro en explorant la face cachée du Grand Paris d'aujourd'hui, celle des dynamiques qui animent quotidiennement la société civile et qui ont précisément pour objet « *le Grand Paris* ». **Nous partons de trois constats.** Celui de la complexité institutionnelle et de l'émergence progressive et pragmatique de la Métropole du Grand Paris. Celui de l'importance des enjeux économiques et en termes de création d'emplois. Celui de la longue durée du déploiement des futures infrastructures de transport public. Comment renforcer le consensus social et citoyen autour de la métropole... en évitant l'écueil des périmètres institutionnels, tant ceux-ci restent instables¹ ? En écho aux différentes tribunes qui se succèdent depuis 10 mois et appellent à élargir et approfondir la concertation autour du projet de

Métropole du Grand Paris, nous avons effectué un travail de repérage et d'analyse des organisations et initiatives dont l'objet social est directement inspiré des priorités métropolitaines dans le Grand Paris, croisant des thématiques économiques, territoriales, sociales, d'innovation, artistiques, culturelles, médiatiques. Nous avons cherché, par ce travail, à ouvrir des pistes pour contribuer à la création d'un futur conseil de développement métropolitain.

Au total, on compterait aujourd'hui, dans l'espace de la région capitale, une quarantaine d'organisations et initiatives, certes assez différentes les unes des autres et que l'on peut relier directement au Grand Paris². Signe de la vitalité des aspirations

de la société civile métropolitaine et qui contraste avec les tensions institutionnelles, une vingtaine de ces organisations ou initiatives ont moins de deux ans.

On y retrouve les historiens de la société française d'histoire urbaine (SFHU) et de l'initiative *Inventer le Grand Paris*, des associations comme *Ambition Grand Paris*, des collectifs comme celui des *Mystères du Grand Paris*, du *Voyage Métropolitain*, de *Métropop'*, des *Grands Parisiens*, de *Enlarge your Paris*, ou plus récemment, du projet de *Manifeste pour un Grand Paris métropolitain*. Des médias, comme le *Journal du Grand Paris* ou la *Tribune du Grand Paris*. Des initiatives business à l'image du support *JLL Grand Paris*. Des

qui rassemble les ports de Paris, Rouen et Le Havre, conséquence directe de la relance de l'axe stratégique Paris-Rouen-Le Havre suite à la consultation internationale sur le Grand Paris de 2008-2009.

1- Incertitude, à l'heure de boucler ces lignes, sur l'organisation de l'intercommunalité en grande couronne, incertitude sur le statut et l'organisation et les dimensions des « *territoires* » à l'intérieur du futur ensemble métropolitain, incertitude sur le périmètre opérationnel du futur ensemble métropolitain (comprendra-t-il les territoires aéroportuaires, le plateau de Saclay et, si oui, sous quelle forme ?...), incertitude sur le périmètre des missions et responsabilités de la future métropole, sur la composition du conseil métropolitain.

2- On en compte même plus de 40, si l'on tient compte de commissions ou de groupements comme Haropa,

événements comme le *Solar Décatlon* en 2014, la *POC21* en 2015 ou le collectif rassemblé autour du projet *ExpoFrance 2025* témoignent eux aussi de la diversité des accélérateurs d'échanges, d'innovation, voire de grands projets, qui existent aujourd'hui en Ile-de-France.

Tout dernièrement, des initiatives institutionnelles comme l'exposition sur *les Passagers du Grand Paris Express*, le *Thinking Lab* sur l'économie de l'Ile-de-France, ou même la consultation citoyenne lancée à l'initiative de Paris Métropole, semblent traduire la prise de conscience de l'écart grandissant entre les institutions, la galaxie de leurs agences et les élus, d'une part, et la vitalité de la vie économique et

" Quelques jours seulement après sa mise en ligne, le site d'une carte collaborative du Grand Paris était piraté et impossible d'accès... "

sociale francilienne, d'autre part³. Il n'est jamais trop tard pour recréer des liens mutuellement productifs. Il reste difficile de juger de la viabilité, à terme, des initiatives les plus récentes. Quelques jours seulement après sa mise en ligne, le site d'une carte collaborative du Grand Paris était piraté et impossible d'accès...

Les expressions multiples de la société civile métropolitaine/francilienne traduisent une forme de résilience économique et sociale à l'œuvre dans les territoires du Grand Paris, d'autant plus significative que les collectivités ou les services déconcentrés de l'Etat y trouvent souvent un vif intérêt.

Une première génération d'organisations et initiatives a vu le jour dès les lendemains de la consultation internationale sur le Grand Paris en 2010-2011 et leurs résultats sont loin d'être inintéressants ou anecdotiques.

Ce sont des associations à but non lucratif comme *Quel Grand Paris*, l'*Association Grand Paris* ou le *Cercle Grand Paris de l'Investissement Durable*, largement ouvert sur des partenariats européens et internationaux au service des territoires et des projets du Grand Paris. Ce sont des clubs, comme le *club Ville Hybride*, le *club des entreprises* ou le *club de la communication du Grand Paris*. Au total, on peut estimer que ces associations et clubs rassemblent plus de 200 acteurs métropolitains convaincus, publics et privés. Nous pouvons ajouter à la liste des organisations de la première génération, toujours actives aujourd'hui, des blogs comme *Grand Paris et petits détours, chroniques de la région parisienne* ou *La Métropole, un Paris d'avenir*, des revues comme *Grand Paris Développement*

3- Nous mentionnons ici la consultation citoyenne lancée à l'initiative du syndicat Paris Métropole à titre d'illustration du contexte actuel mais il s'agit d'une initiative politique et institutionnelle que nous ne rangeons pas dans la quarantaine d'initiatives et d'organisations étudiées. Pour être complet, il faudrait aussi évoquer d'autres consultations récentes ou en cours et portant sur le Grand Paris, telle que celle lancée par la Mairie de Paris ou par la communauté d'agglomération Plaine Commune.

ou bien *Objectif Grand Paris*, qui jouissent d'une bonne visibilité en kiosque. L'engagement souvent désintéressé, toujours volontaire, des porteurs de ces initiatives, les réseaux complémentaires construits et mobilisés depuis plus de 5 ans, contrastent avec le bilan en demi-teinte d'initiatives voisines mais très institutionnelles, à l'image du *Comité des partenaires du syndicat Paris Métropole*, voire de l'*Atelier international du Grand Paris*, qui se remet lentement des lourdes luttes d'influence qui avaient présidées à la création de son 2^e conseil scientifique.

Il faut enfin souligner l'existence de quelques organisations dont la création date du début des années 2000, comme *Paris Ile-de-France Capitale Economique*, voire même antérieures, à l'image du collectif 75021 ou bien des *Ateliers de Cergy*. Ces derniers sont toujours opérationnels et leur création, en 1985, portait en germe bien des dimensions de design ou de *hacking collaboratif*, tellement présentes aujourd'hui dans la communication institutionnelle de l'Etat ou de nombreuses collectivités⁴.

La revue des initiatives issues de la société civile et nourries par les dynamiques et les problèmes économiques et sociaux de la métropole francilienne devrait être complétée par une analyse synthétique des publications, des colloques ou des expositions majeurs qui, depuis le début des années 2000, ont alimenté et enrichi la compréhension des transformations territoriales à l'œuvre. Nous pensons notamment aux travaux et publications sur le franchissement des *fortifs*' et du périphérique, aux ouvrages souvent remarquables parus à l'occasion de la consultation et de l'exposition internationale sur le Grand Paris. La bibliothèque qui figure à la fin de la revue tente, évidemment de manière imparfaite, d'y remédier.

Il faudrait compléter le travail par une analyse fine des structures, équipes ou missions dédiées au Grand Paris mises en place dans de nombreuses entreprises publiques et privées. Cela permettrait de caractériser plus finement l'importance de la mobilisation des attentes des acteurs économiques. On pourrait aussi poursuivre les travaux engagés en 2014 pour caractériser l'existence et le poids économique d'une RSE métropolitaine déjà à l'œuvre...

Pour ne retenir ici que les initiatives et organisations pérennes qui ont vu le jour depuis 2009-2010, ces dernières traduisent une vitalité métropolitaine durable. Elle mettent aussi en lumière les failles de la construction métropolitaine, ouvrage institutionnel nécessaire mais dont les fondations politiques semblent encore fragiles. Dans l'ensemble, toutes les actions que nous avons pu identifier illustrent un déficit de coopération et de travail collaboratif.

4- Et ajouter à la liste des démarches comme celle de 2013 sur les *territoires d'attractivité du Grand Paris* ou bien encore *Paris is Green*.

Nous n'opposons pas dynamiques institutionnelles et dynamiques de la société civile, et nous appelons à mieux tisser le récit et les mailles de la métropole. Nous appelons à enrichir et faire mieux respirer la construction de la métropole. Une meilleure répartition des rôles et des responsabilités est nécessaire, et urgente. La complémentarité entre dynamiques institutionnelles et de la société civile est indispensable Elle doit être reconnue. C'est l'un des ressorts de la métropole de demain.

Est-il possible de rassembler, de fédérer, les initiatives et organisations et les porteurs de projet qui se mobilisent sans relâche autour du fait métropolitain depuis plusieurs années ? En l'absence d'un projet commun ou d'horizon institutionnel partagé, cet exercice paraît difficile et ses résultats incertains. Pourtant, il est tout à fait possible de sortir du cercle vicieux où les défaillances chroniques de la gouvernance font peser une très forte contrainte sur l'ensemble de la vie économique et sociale métropolitaine. Il n'y a aucune raison pour que le « *bordel ambient* » soit notre seul horizon commun.

En guise de conclusion, nous voudrions prendre un peu de champ. Quel serait donc le point commun entre les *Peaky Blinders*, fiction à succès qui décrit l'économie informelle des quartiers ouvriers de Birmingham après 1918, à partir des démêlés d'une bande de gangsters dont les membres ont pris l'habitude de glisser de tranchantes lames de rasoir dans les visières de leurs casquettes, le projet du nouveau siège social d'Uber à San Francisco et les vicissitudes du cheminement institutionnel de la (future) Métropole du Grand Paris ?

Ce sont trois illustrations de profondes transformations économiques et sociales, qui s'expriment par des rapports de force plus ou moins brutaux. Le projet du siège d'Uber semble le plus policé et

" les expressions multiples de la société civile métropolitaine/francilienne traduisent une forme de résilience économique et sociale à l'œuvre dans les territoires du Grand Paris "

le plus urbain. C'est en tout cas le parti-pris d'une transparence quasi-totale, qui serait là pour affirmer l'évidence de la croissance pour tous, de nouveaux revenus accessibles à tous, et même de la redistribution pour tous.

On pourrait en discuter... On gardera à l'esprit que la valorisation boursière d'Uber au début du mois de juin 2015, soit environ 50 milliards de dollars, est à elle seule supérieure à la totalité des investissements projetés pour la réalisation de la totalité du *Grand Paris Express* et la totalité du *plan régional de mobilisation en faveur des transports*. Les infrastructures donnent un horizon au temps long. N'oublions pas que c'est dans le mariage avec les atouts sociaux et économiques de la société civile que nous pourrions bâtir un vrai projet d'avenir. ■